



Monsieur le secrétaire d'Etat,

Nous attirons votre attention sur la responsabilité des employeurs et du gouvernement concernant les conditions du déconfinement, notamment dans l'éducation, le périscolaire et la petite enfance mais aussi aux Finances avec un objectif évoqué de doublement du taux de présentiel de 20 à 40%. L'envoi de notes ministérielles à Matignon sur les conditions du déconfinement sans aucune consultation des OS et des IRP est inacceptable. Les organisations syndicales doivent être consultées sur le futur plan de déconfinement, cela doit être la règle .

Concernant le matériel de protection pour les personnels, il est toujours nettement insuffisant et pas au niveau, ce qui est inacceptable. Nous réitérons notre demande de communication d'un tableau de bord ministériel sur cette question qui décline exhaustivement leur attribution et leur nombre. Nous vous signalons aussi le caractère parfois défectueux des matériels mis en circulation et la nécessité d'assurer les contrôles en la matière.

Nous attendons toujours les texte de reconnaissance en caractère professionnel de la contraction du Covid19 : la CGT demande de présomption de reconnaissance pour tous les agents en présentiel qui ont ou vont contracter la maladie dans toute la Fonction publique. Et en attendant les textes qui tardent en la matière, nous recommandons aux personnels concernés de poser un accident de travail et/ ou maladie professionnelle en attendant pour signaler leur situation.

La CGT réitère sa demande de statistiques nationales sur les salarié.e.s et agent.e. s de la Fonction publique malades et décédés. Sur ce point, nous avons le sentiment qu'il y a une forme d'« omerta ». Il n'est pas possible que nous n'ayons aucune donnée sur ce point, même partielle. Nous insistons

sur la totale transparence dans ce domaine. Malgré nos demandes formulées dans les différents ministères et notamment dans la FPH, rien n'avance.

Sur la possibilité de circulation des représentants syndicaux, sujet déjà évoqué dans nos précédentes réunions, nous formulons à nouveau notre demande d'un modèle d'autorisation de déplacement validé au niveau ministériel, y compris entre régions pour les dirigeants nationaux et représentants locaux. Une circulaire ministérielle doit être produite à ce sujet, il nous semble important qu'elles et ils puissent accomplir leurs missions et jouer leur rôle.

Concernant les questions de rémunération, tous les agents et salarié.e.s attendent une véritable négociation salariale et nous demandons un engagement ferme d'en programmer une, dans le cadre des engagements du président de reconnaissance du travail des agents. Les primes, par leur caractère discriminatoire et leur caractère exceptionnel, ne répondent pas fondamentalement à cette attente. D'ailleurs la question sur l'éligibilité à ces primes des personnels des GIP, GHT et autres établissements de ce type se pose, et nous constatons qu'une grande partie de personnels sera écartée de l'attribution des primes dont les mécanismes sont en cours d'élaboration par le gouvernement. Nous n'avons pas été consultés sur l'élaboration des textes ainsi que les autres organisations, et cela dénote une fois de plus le manque de dialogue. Nous exigeons d'avoir les textes finalisés avant leur publication. A ce stade, au vu des éléments à notre connaissance sur l'attribution des futures primes, cela va être « une vraie usine à gaz » qui va engendrer plus de mécontentements que de satisfaction parmi les personnels.

../.. suite à télécharger

fichiers:



[Télécharger 2020-04-23_reunion_telephonee_dussopt-orgas-syndicales.pdf](#) (1.38 Mo)



[Télécharger 2020-04-29-commpte_rendu_administration_reunion_dussopt_orgas.pdf](#) (564.08 Ko)

Public: [COVID-19](#)
[Fonction publique](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
